GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1875 — ROMA — MERCOLEDI' 19 MAGGIO — NUM. 116

ASSOCIAZIONI

		Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	ROMA . . . . . . L.	11	21	40
	Per tutto il Regno „	13	25	48
Giornale senza Rendiconti	ROMA . . . . . . L.	9	17	32
	Per tutto il Regno „	10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separato, in Roma, cent. 15; per tutto il Regno cent. 20. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le associazioni decorrono dal 1º del mese.

INSERZIONI

Annunzi giudiziari, cent. 25; ogni altro avviso cent. 30, *per ogni linea di colonna o spazio di linea.*

Avvertenze. — Le Associazioni e le inserzioni si ricevono alla Tipografia EREDI BOTTA: in Roma, via dei Lucchesi, nº 4; in Torino, via delle Orfane, nº 7. — Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Uffizi Postali.

DIREZIONE: ROMA, Ministero dell'Interno.

PARTE UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

Camera dei Deputati

Nella tornata di ieri, secondo la proposta del Ministro di Grazia e Giustizia, vennero aggiunti due nuovi articoli al disegno di legge, discusso nella seduta precedente, relativo al Codice di procedura penale. Furono svolte e prese in considerazione tre proposizioni di legge: del deputato Morrone per modificare l'art. 390 del Codice di procedura civile; del deputato Baccelli Augusto per aggiungere qualche disposizione alla legge di espropriazione per causa di utilità pubblica; del deputato Crispi per modificare gli articoli 22 e 29 della legge sulla stampa; alle due prime delle quali proposizioni il Ministro di Grazia e Giustizia consentiva, benchè con alcune riserve, mentre, pur rimettendosene al giudizio della Camera, dichiarava di dissentire dalla terza.

Furono poscia approvati tutti i capitoli del bilancio definitivo pel 1875 del Ministero degli Affari Esteri, uno dei quali diede occasione ad osservazioni dei deputati La Porta, Miceli, a cui rispose il Ministro degli Affari Esteri.

Furono pure, in proposito di questo bilancio, rivolte al detto Ministro, che vi rispose con schiarimenti e dichiarazioni, due interrogazioni: una dal deputato Boselli intorno a recenti provvedimenti finanziari del governo di Montevideo, dai quali possono essere pregiudicati gli interessi dei cittadini italiani; l'altra dal deputato Morelli Salvatore sulle pratiche della nostra diplomazia con quella degli altri Stati per attuare il voto espresso dalla Camera riguardo all'arbitrato internazionale.

E infine fu incominciata la discussione generale del disegno di legge sulle basi organiche della milizia territoriale e della milizia comunale, a cui presero parte i deputati Morana, Minervini e il Ministro della Guerra.

LEGGI E DECRETI

Il N. **2461** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla Convenzione consolare tra l'Italia e l'Austria-Ungheria, firmata a Roma il 15 maggio 1874 e le cui ratifiche furono ivi scambiate il 21 aprile 1875.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 2 maggio 1875.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione consolare essendo stata conchiusa tra il Regno d'Italia e la monarchia Austro-Ungherese, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta a Roma addì quindici del corrente anno mille ottocento settantaquattro,

Convenzione del tenore seguente:

S. M. le Roi d'Italie et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, désirant déterminer, d'un commun accord, les droits, privilèges et immunités réciproques des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront respectivement soumis en Italie et en Autriche-Hongrie, ont résolu de conclure une Convention-consulaire et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi d'Italie, M. le chevalier Emile Visconti-Venosta, chevalier Grand' Croix, decoré du Grand Cordon des Ordres des

Ss. Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Grand Cordon des Ordres de Saint-Etienne et de Léopold d'Autriche-Hongrie, etc., etc., son Ministre Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères, député au Parlement national, etc., etc.

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, M. le comte Félix de Wimpffen, chevalier de la Couronne de Fer de 1ère classe, Grand Cordon de l'Ordre des Ss. Maurice et Lazare, chambellan et conseiller intime de S. M Impériale et Royale Apostolique, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans les ports et places de commerce de l'autre Partie. Elles se réservent, toutefois, le droit de désigner les localités qu'elles jugeraient convenable d'excepter, mais cette réserve ne pourra être appliquée à l'une des Hautes Parties contractantes, sans l'être également à toutes les autres Puissances.

Art. 2. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront réciproquement admis et reconnus après avoir présenté leurs patentes selon le règles et formalités établies dans les pays respectifs.

L'exéquatur nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans frais et, sur la production dudit exéquatur, l'autorité supérieure du lieu de leur résidence prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et qu'ils soient admis à la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et priviléges qui leur reviennent.

Art. 3. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, sujets de la Partie contractante qui les a nommés, jouiront de l'exemption des logements militaires et de toutes charges ou services publics de caractère municipal ou autre.

Ils seront également exemptes des contributions militaires et des contributions directes, tant personnelles que mobilières et somptuaires, imposées par l'Etat, par les autorités provinciales ou par les communes, à moins qu'ils ne possèdent des biens immeubles, qu'ils ne fassent le commerce, ou qu'ils n'exercent quelque industrie, dans lesquels cas ils seront soumis aux mêmes charges, services et contributions que les autres particuliers.

Art. 4. Tous les fonctionnaires consulaires ci-dessus mentionnés, sujets de la Partie contractante qui les a nommés, et pourvu qu'ils ne fassent pas le commerce et qu'ils n'exercent quelque industrie, ne seront point tenus à comparaître comme témoins devant les tribunaux du pays où ils résident.

Quand la justice locale aura besoin de recueillir auprès d'eux quelque déclaration, elle devra se transporter à leur domicile pour la recevoir de vive voix, ou déléguer, à cet effet, un fonctionnaire compétent, ou bien la leur demander par écrit.

En tous ces cas, les fonctionnaires consulaires ci-dessus mentionnés devront acquiescer aux désirs de l'autorité dans le terme, le jour, et l'heure, qu'elle aura indiqués, sans y apporter des délais qui ne seraient pas justifiables.

Art. 5. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, sujets de la Haute Partie contractante qui les a nommés, jouiront de l'immunité personnelle et ne pourront être, ni arrêtés, ni emprisonnés, si ce n'est pour une infraction qui soit, si elle a été commise en Autriche-Hongrie, considerée comme crime en vertu des lois autrichiennes, ou frappée de peines graves par la loi hongroise; ou bien à laquelle, dans le cas où l'infraction a été commise en Italie, la loi italienne applique une peine criminelle.

Art. 6. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer, au dessus de la porte extérieure du Consolat, leur écusson d'office, avec cette inscription: *Consulat, Vice-Consulat* ou *Agence Consulaire de.....*

Ils pourront également arborer leur pavillon officiel sur la maison consulaire les jours de solennité publique et dans les autres circonstances d'usage, mais l'exercice de ce dernier privilége n'aura pas lieu si les dits fonctionnaires résident dans la Capitale où se trouve l'ambassade ou la légation de leur souverain.

Il est bien entendu que ces marques extérieures serviront uniquement à indiquer la maison d'habitation ou la présence des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et qu'elles ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile.

Ils pourront, de même, arborer leur pavillon sur le bateau qu'ils monteraient dans le port, pour l'exercice des fonctions de leur charge.

Art. 7. Les archives consulaires seront inviolables en tout temps, et les Autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, visiter ou saisir les papiers qui en font partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires consulaires respectifs.

Art. 8. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux, consuls, vice-consuls, les chanceliers et secrétaires, qui auront été presentés antérieurement en leur dite qualité aux autorités respectives, seront admis de plein droit, et après leur rang hiérarchique, à exercer par intérim les fonctions consulaires sans que les autorités locales puissent y mettre obstacle. Ces autorités leur donneront au contraire dans ce cas toute aide et assistance et les feront jouir pendant la durée de leur gestion intérinaire de tous les droits, immunités et priviléges stipulés dans la présente Convention en faveur des fonctionnaires consulaires respectifs.

Art. 9. Les consuls généraux et consuls pourront nommer des vice-consuls et des agents consulaires dans les villes, ports et localités de leur arrondissement consulaire, sauf l'approbation du gouvernement territorial.

Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les sujets des Hautes Parties contractantes, comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils devront exercer leur fonctions. Ils jouiront des priviléges et immunités stipulés par la présente Convention, sauf les exceptions contenues dans les articles 3 et 5.

Art. 10. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pourront, dans l'exercice des fonctions qui leur sont attribuées, s'adresser aux autorités de leur arrondissement consulaire pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre les Hautes Parties contractantes, ou contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre. Si leurs réclamations n'etaient pas accueillies par les autorités de l'arrondissement, ou si la résolution prise par ces dernières ne leur paraissait pas satisfaisante, ils pourront avoir recours, à défaut d'un agent diplomatique de leurs pays, au Gouvernement de l'Etat dans lequel ils résideraient.

Art. 11. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des deux Parties, ainsi que leurs chanceliers, auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, les négociants et tous autres sujets de leur pays.

Ils seront également autorisés à recevoir les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tout autre acte de droit civil qui

les concernent et auxquels on voudrait donner forme authentique.

Les dits fonctionnaires consulaires auront en outre le droit de recevoir dans leurs chancelleries tous les contrats impliquant des obligations personnelles et qui auront été passés entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du pays dans lequel il résident.

Les déclarations et les attestations contenues dans les actes ci-dessus mentionnes qui auront été reconnus authentiques par les dits agents et revêtus du sceau du consolat, vice-consulat ou de l'agence consulaire, auront en justice, dans les territoires de la monarchie austro-hongroise, comme en Italie, la même force et valeur que si ces actes avaient été passés par devant d'autres employés publics de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, pourvu qu'ils aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'Etat auquel appartiennent les consuls, vice-consuls ou agents consulaires et qu'ils aient ensuite été soumis au timbre et à l'enregistrement ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte doit recevoir son exécution.

Dans le cas où l'authenticité d'un document public enregistré à la chancellerie de l'une des autorités consulaires respectives serait mise en doute, celle-ci ne pourra refuser à la personne y intéressée, qui en ferait la demande, la confrontation du document en question avec l'acte original, et la dite personne pourra, si elle le juge nécessaire, assister à cette confrontation.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires respectifs pourront légaliser toute espèce de documents émanants des autorités ou fonctionnaires de leurs pays, et en faire des traductions, qui auront, dans le pays de leur résidence, la même force et valeur que si elles avaient été faites par les interprètes jurés du pays.

Art. 12. En cas de décès d'un sujet de l'une des parties contractantes sur un des territoires de l'autre, les autorités locales devront en donner avis immédiatement au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché du lieu du décès. Ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils auront été informés les premiers.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, ces derniers appartenants toutefois à la nation du défunt, auront le droit de procéder successivement aux opérations suivantes:

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, sur tous les effets meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'autorité locale compétente qui, dans le cas où les lois du pays le lui prescriraient, pourra y assister et apposer également les scellés. Toutefois, lorsqu'elle aura été informée la première du décès, et si, suivant les lois du pays, elle est tenue à apposer les scellés sur la succession, l'autorité locale invitera l'autorité consulaire à procéder en commun à cet acte.

Dans le cas où l'apposition immédiate des scellés paraîtrait nécessaire, mais, ou par suite de la distance des lieux, ou par d'autres motifs, elle ne pourrait avoir lieu en commun, l'autorité locale aura la faculté de mettre les scellés préalablement sans le concours de l'autorité consulaire, et vice-versâ, sauf à informer l'autorité qui ne sera pas intervenue, et qui sera libre de croiser ensuite son sceau avec celui déjà apposé.

Les scellés de l'autorité locale et réciproquement ceux de l'autorité consulaire ne pourront être levés sans le concours de l'autorité locale et respectivement de l'autorité consulaire.

Toutefois, si après un avertissement adressé par l'autorite consulaire à l'autorité locale ou vice-versâ, pour l'inviter à assister à la levée des doubles scellés, l'autorité, à qui l'invitation a été adressée, ne s'était pas présentée dans un délai de quarante-huit heures, à compter de la réception de l'avis, l'autre autorité pourra procéder seule à la dite opération;

2° Former l'inventaire de tous les biens mobiliers et effets du défunt en présence de l'autorité locale, si celle-ci, par suite de l'avis susindiqué, croyait devoir y assister. L'autorité locale apposera sa signature sur les procès-verbaux dressés en sa présence, sans pouvoir, en raison de son intervention officielle, exiger une taxe quelconque;

3° Ordonner la vente à l'enchère publique de tous les objets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer et de ceux d'une conservation difficile.

L'autorité consulaire en préviendra l'autorité locale, afin que la vente soit faite dans les formes prescrites et par l'autorité compétente, d'après les lois du pays.

Dans le cas où ce serait l'autorité locale qui aurait à effectuer cette vente, elle devra inviter l'autorité consulaire à y assister;

4° Déposer en lieu sûr les effets et valeurs inventariés, conserver le montant des créances que l'on réalisera, ainsi que le produit des rentes que l'on percevra. Ces dépôts devront avoir lieu d'accord avec l'autorité locale appellée à assister aux opérations antérieures, si, par suite de la convocation susmentionnée, il se présente des sujets du pays ou d'une puissance tierce comme intéressés dans la succession ab-intestat ou testamentaire, et en tant qu'il s'agirait de garantir les droits de succession ou de mutation à payer suivant les lois du pays;

5° Si les autorités locales, d'après les lois du pays, ont fixé un terme pendant lequel leurs nationaux et les sujets d'une puissance tierce résidant dans le pays où le décès à eu lieu pourront faire valoir leurs prétentions à l'égard de la succession, l'autorité consulaire, tant que ce terme ne sera pas expiré, et même, après l'expiration du dit terme, aussi longtemps que la contestation sur laquelle les tribunaux du pays sont appelés à décider, est encore pendante, se bornera à prendre les mesures de précaution et d'administration qui ne pourront porter préjudice à la validation des droits des personnes susmentionnées par le tribunal compétent.

En cas d'insuffisance des valeurs de la succession pour satisfaire au paiement intégral de toutes les créances, les autorités consulaires devront, conformément aux lois du pays, remettre immédiatement à l'autorité judiciaire ou aux syndics de la faillite, selon qu'il appartiendra, tous les documents, effets et valeurs appartenant à la succession, les sus dites autorités consulaires demeurant chargées de représenter les héritiers absents, mineurs ou incapables;

6° Administrer ou liquider, eux-mêmes ou par une personne qu'ils nommeront sur leur responsabilité, la partie mobilière de la succession, sans que l'autorité locale puisse intervenir dans ces opérations, sauf toujours les restrictions mentionnées au n° 5 de cet article pour les cas y énumérés, et en maintenant la maxime que les fonctionnaires consulaires devront s'abstenir de décider sur une réclamation quelconque qui serait élevée par les parties interessées, et qu'ils devront réserver la décision au tribunal compétent, qui sera celui du pays dans tous les cas où la réclamation ne reposerait pas sur le titre d'hérédité ou du legs.

Après que le jugement concernant les réclamations susmentionnées, réservées à la décision des tribunaux du pays, aura été prononcé, ou après que la somme requise pour leur acquittement aura été déterminée et qu' une caution proportionnée aura été déposée, l'entière succession mobilière, en tant qu'elle ne sera pas engagée à titre de caution, devra, après la levée des scellés apposés par l'autorité locale, être remise, pour en disposer ulterieurement, à l'autorité consulaire.

Art. 13. Lorsqu'un sujet autrichien ou hongrois, en Italie, ou un sujet italien, dans un des territoires de la monarchie Austro-Hongroise, sera décédé sur un point où il ne se trouve pas d'auto-

rité consulaire de sa nation, l'autorité locale compétente procédera, conformément à la législation du pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens que le défunt aura laissés, et sera obligée de donner avis, dans le plus bref délai possible, du résultat de ses opérations à l'ambassade ou légation respective ou au consulat, vice-consulat le plus rapproché du lieu où se sera ouverte la succession ab-intestat ou testamentaire.

Mais, dès l'instant que le fonctionnaire consulaire le plus rapproché du point où se serait ouverte la dite succession se présenterait personnellement ou par l'intermédiaire d'un délégué, l'intervention de l'autorité locale devra se conformer aux prescriptions de l'article 12 de la présente Convention.

Art. 14. Lorsqu'un sujet d'une des Hautes Parties contractantes se trouvera intéressé dans la succession, ouverte sur un des territoires de l'autre Partie, soit d'un de ses nationaux, soit d'un indigène, soit d'un sujet d'une tierce puissance, les autorités locales devront informer de l'ouverture de la succession l'autorité consulaire la plus rapprochée.

Les valeurs et effets appartenant aux marins ou passagers, sujets de l'une des Hautes Parties contractantes, morts à bord d'un navire de l'autre Partie, seront envoyés, dans le port d'arrivée, au consul de la nation respective pour être remis à l'autorité du pays du défunt.

Art. 16. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront se rendre en personne ou envoyer un délégué à bord des navires de leur nation, déjà admis en libre pratique, interroger le capitaine et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir les déclarations sur leur voyage et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires; enfin les accompagner devant les tribunaux et dans les bureaux de l'administration du pays pour leur servir d'interprètes ou d'agents dans les affaires qu'ils auraient à suivre, ou dans les demandes qu'ils auraient à former.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et les gardes et employés des douanes ne pourront en aucune manière opérer ni visites, ni recerches à bord des navires, sans en avoir donné préalablement avis à l'autorité consulaire de la nation à laquelle les navires appartiennent, afin qu'elle puisse assister à la visite.

Sont exceptés cependant les cas où les Hautes Parties contractantes sont convenues ou conviendraient par la suite d'un procédé différent.

Les susdits fonctionnaires de l'ordre judiciaire ou des douanes devront également prévenir en temps opportun les dites autorités consulaires pour qu'elles assistent aux déclarations que les capitaines et les équipages auraient à faire davant les tribunaux et dans les administrations locales, afin d'éviter ainsi toute équivoque et tout malentendu qui pourrait porter préjudice à la bonne administration de la justice.

L'avis qui sera adressé, à cet effet, aux fonctionnaires consulaires, indiquera une heure précise, et s'ils négligeaient de s'y rendre personnellement ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

Art. 17. En tout ce qui concerne la police des parts, le chargement et déchargement des navires et la sûreté des marchandises, biens et effets, on observera les lois, statats et règlements du pays.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation et ils connaîtront seuls des questions de tout genre qui s'élèveraient entre le capitaine, les officiers et les matelots et spécialement de celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seront de nature à troubler la tranquillité ou l'ordre public à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux consuls, vice-consuls ou agents consulaires, lorsque ceux-ci le demanderont, pour faire arrêter et renvoyer à bord ou pour faire emprisonner provisoirement tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que, pour un motif quelconque, ils le jugeront convenable.

Art. 18. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur patrie, les marins et toute autre personne faisant partie des équipages des navires marchands et de guerre de leur nation, qui auraient déserté sur un des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, au moyen de la présentation des registres du bâtiment ou du rôle de l'équipage, ou, si le navire était parti, en produisant une copie authentique ou un extrait de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage.

Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera, en outre, aux dits fonctionnaires consulaires tout appui et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande et aux frais du consul ou vice-consul, jusqu'à ce que celui-ci trouve une occasion de les renvoyer dans leur patrie.

Cet emprisonnement ne pourra cependant durer plus de trois mois, après lesquels et moyennant un avis donné au consul trois jours à l'avance, le détenu sera mis en liberté et ne pourra être emprisonné de nouveau pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'autorité locale pourra surseoir à l'extradition, jusqu'à ce que le tribunal ait rendu la sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les marins et autres individus de l'équipage, sujets de l'Etat où la désertion aura lieu, restent exceptés des stipulations de la présente Convention.

Art. 19. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des pays respectifs auront souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de la nation respective, à moins que des sujets du pays dans lequel résident les dits fonctionnaires, ou des sujets d'une tierce puissance, ne soient intéressés dans ces avaries; dans ce cas, et à défaut de compromis passé à l'amiable entre toutes le parties intéressées, les avaries devront être réglées par l'autorité locale.

Art. 20. Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des sujets de l'une des Hautes Parties contractantes, fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre Partie, l'autorité devra en informer le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire de la circonscription, et, à son défaut, le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires autrichiens ou hongrois, qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Italie, seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de la monarchie

Austro-Hongroise, et réciproquement, toutes les opérations relatives au sauvetage des navires italiens, qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de la monarchie Austro-Hongroise, seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires d'Italie.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu, dans les pays des Parties contractantes, que pour assister les fonctionnaires consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires ou des personnes qu'ils délégueront à cet effet, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux, et hors le remboursement des dépenses nécessitées par les opérations de sauvetage et par la conservation des objets sauvés.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les Hautes Parties contractantes conviennent en outre, que les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 21. Les Hautes Parties contractantes s'obligent à se transmettre réciproquement les actes d'état civil rédigés dans leurs territoires d'état et qui regardent les sujets de l'autre Partie, en tant que ces actes sont jugés nécessaires pour l'usage officiel et qu'ils seront réclamés par l'autorité compétente.

Si un sujet de l'une des Hautes Parties contractantes venait à mourir dans un des territoires de l'autre Partie, l'acte de décès sera dressé d'office et remis, après avoir été revêtu des légalisations requises, au Gouvernement duquel relevait le décédé.

La rédaction, ainsi que la communication des actes de décès, comme de tous les actes d'état civil, qui auront été réclamés pour l'usage officiel par l'autorité compétente, se fera sans être soumise à des frais quelconques.

Cependant si les actes en question étaient réclamés en faveur de particuliers, la rédaction et la communication n'aura lieu gratuitement que lorsqu'il s'agira d'une personne indigente et que son indigence aura été certifiée par l'autorité locale compétente.

Art. 22. Il est également convenu que les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs, ainsi que les chanceliers, secrétaires, élèves-consuls ou autres employés consulaires, jouiront, dans les territoires d'état des Hautes Puissances contractantes, de toutes les exemptions, prérogatives, immunités et privilèges qui sont accordés ou seraient accordés aux fonctionnaires de la même classe de la nation la plus favorisée.

Art. 23. La présente Convention aura la durée de cinq années, à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié officiellement, douze mois avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera d'être en vigueur, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 24. La présente Convention sera publiée dans les territoires des Hautes Parties contractantes, immédiatement après l'échange des ratifications, lequel aura lieu à Rome aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Rome, ce quinze mai de l'an mil-huit-cent-soixante-quatorze.

(*L. S*) **Visconti Venosta.**
(*L. S.*) **Wimpffen.**

Noi avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione consolare, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date in Roma addì ventotto del mese di maggio l'anno del Signore mille ottocento settantaquattro, vigesimo sesto del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri
VISCONTI-VENOSTA.

MINISTERO DELLA MARINA

DIREZIONE GENERALE DEL PERSONALE E SERVIZIO MILITARE

Notificazione.

È aperto un esame di concorso per quindici posti di medico di corvetta di 2ª classe nel corpo sanitario militare marittimo con l'annuo stipendio di lire 1800.

Tale esame avrà luogo li 20 settembre 1875 nanti apposita Commissione nella località che sarà con altro avviso determinata.

Le condizioni necessarie per l'ammissione al concorso sono:

1° Il possesso dei titoli accademici medico-chirurgici.
2° Essere cittadini italiani.
3° Non oltrepassare l'età di anni 30 ai 20 settembre p. v.
4° Essere celibi, o se ammogliati, trovarsi in grado di soddisfare al prescritto della legge sul matrimonio dei militari.
5° Essere fisicamente idonei al servizio militare marittimo; quest'ultima condizione sarà constatata con visita sanitaria immediatamente prima dell'esame.

Gli esami verseranno sulle seguenti materie:

1° Anatomia e fisiologia.
2° Patologia speciale medico-chirurgica, cioè:
a) Le febbri;
b) Le infiammazioni;
c) Le emorragie spontanee e traumatiche e relativi presidii emostatici;
d) Gli esantemi;
e) Le fratture e le lussazioni;
f) Le ferite e le ernie;
g) Le malattie veneree.

A parità di merito sarà accordata la preferenza a coloro che già avessero servito nella R. Marina od avessero combattuto per l'indipendenza italiana.

La nomina dei candidati che avranno riportato il maggior numero di punti di merito non sarà definitiva che dopo lo esperimento di una navigazione della durata di sei mesi almeno.

Gli aspiranti dovranno far pervenire le loro domande in carta da bollo da una lira, corredate dei documenti comprovanti le suindicate condizioni, non più tardi del 15 agosto p. v., al Ministero della Marina, Direzione generale del personale e servizio militare, divisione 1ª.

Ai candidati che avranno riportato la nomina verranno rimborsate le spese propriamente dette di viaggio, considerandoli come medici di corvetta di 2ª classe.

Roma, 11 marzo 1875.

Il Ministro: S. DE ST-BON.

MINISTERO DELL'INTERNO

Avviso di concorso.

È aperto un concorso per l'ammissione agli impieghi della prima e della seconda categoria dell'Amministrazione provinciale, giusta le norme stabilite dai RR. decreti 20 giugno 1871, n. 323 e 324.

Gli esami relativi saranno tenuti entro il mese di settembre prossimo venturo, nei giorni designati con apposito avviso che successivamente verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*. Per gli impieghi di prima categoria saranno tenuti in Roma presso il Ministero dell'Interno, e per quelli di seconda categoria nei capiluoghi di provincia che parimenti verranno indicati nel predetto avviso.

Le domande di ammissione dovranno inoltrarsi col mezzo dei signori prefetti non più tardi del mese di agosto, e dovranno essere corredate:

1° Del certificato di cittadinanza italiana;

2° Dell'attestato di buona condotta rilasciato nei modi consueti;

3° Dell'attestato medico comprovante la buona costituzione fisica

4° Della fede di nascita;

5° Del diploma di laurea in giurisprudenza per gli impieghi di prima categoria e di quello di ragioniere per gli altri della seconda. Per questi ultimi impieghi si riterrà come equipollente quello che viene rilasciato dagli Istituti tecnici.

Tanto la istanza quanto i documenti che la corredano dovranno essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo.

Chiuso il concorso sarà notificato a tutti i concorrenti l'esito della loro istanza, ed a quelli che saranno ammessi all'esame il giorno ed il luogo in cui dovranno presentarsi per sostenerlo.

Roma, addì 12 aprile 1875.

Il Direttore Capo della 1ª Divisione
A. BANFI.

Estratto di decreto Ministeriale in data del 24 agosto 1871:

IL MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
PER GLI AFFARI DELL'INTERNO

Visti i RR. decreti 20 giugno decorso, numeri 323 e 324 (Serie 2ª),

Decreta:

Art. 1. Gli esami per l'ammissione a ciascuna delle due categorie di impieghi determinate col R. decreto 20 giugno 1871, n. 323 (Serie 2ª), verseranno sulle materie seguenti:

Per la prima categoria.

Storia d'Italia dalla fondazione di Roma;
Storia della letteratura italiana;
Geografia d'Europa e segnatamente d'Italia;
Diritto costituzionale;
Diritto internazionale nelle sue attinenze col diritto pubblico interno;
Diritto civile e penale. Principii di diritto commerciale;
Diritto amministrativo
Elementi d'economia politica e statistica;
Lingua francese, traduzione dall'italiano in francese.

Per la seconda categoria.

Storia d'Italia dalla fondazione di Roma;
Geografia d'Italia;
Statuto fondamentale del Regno;
Elementi di diritto civile e di diritto amministrativo;
Elementi di economia politica e statistica;
Aritmetica;
Elementi d'algebra;
Contabilità teorico-pratica.
Lingua francese, traduzione in italiano;
Calligrafia.

Art. 2. Le prove scritte saranno quattro per ogni classe.

Tanto le prove scritte, quanto le orali dovranno essere ordinate in modo che servano a fare esperimento così della coltura generale del candidato come delle cognizioni speciali e pratiche necessarie all'impiego pel quale vengono date.

Nelle prove scritte, dai candidati della seconda categoria si richiederà una forma corretta; da quelli della prima una coltura letteraria appropriata alla maggiore importanza degli impieghi.

Roma, addì 24 agosto 1871.

Il Ministro: LANZA.

CORTE DEI CONTI

Avviso di concorso.

È aperto un concorso per l'ammissione a num. 30 posti di vicesegretario di 3ª classe con lo stipendio annuo di lire 1500, secondo le norme stabilite dal R. decreto del dì 1° aprile 1875, num. 2438, e dalla ordinanza presidenziale del 24 detto pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* del 29, num. 100.

Gli esami scritti saranno dati nei giorni 12 e 13 del prossimo mese di luglio, sul programma approvato con l'ordinanza presidenziale precitata.

Le domande di ammissione in carta da bollo da una lira dovranno essere presentate al segretariato generale della Corte, non più tardi del 10 giugno, e dovranno essere corredate dei documenti autentici che appresso:

Atto di nascita;
Licenza liceale o d'Istituti tecnici;
Certificato di buona condotta e di cittadinanza italiana rilasciato dal sindaco del rispettivo paese;
Fede di specchietto rilasciata dalla competente autorità giudiziaria.
Notizie di servizi eventualmente prestati presso le Amministrazioni dello Stato e pubbliche, o presso Società o Case industriali e commerciali.

A dì 1° maggio 1875.

Il Segretario Generale: LEONI.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(1ª pubblicazione per rettifica d'intestazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per 0[0, cioè: n. 557558 d'iscrizione sui registri della Direzione generale, per lire 1100, al nome di *Corsi-Bolpini Elena* fu *Tommaso*, nubile, domiciliata in Venezia, vincolata pel matrimonio della medesima con Pozzi Federico fu Bernardino, capitano del R. esercito, ai termini e per gli effetti della legge 31 luglio 1871, n. 393, sia stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dal richiedente all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece essere intestata a *Corsi-Bolpini Elena fu Pietro* (il resto come sopra), vera proprietaria della rendita stessa.

Si è pure dichiarato che nell'altra iscrizione sui registri di questa Direzione generale n. 559662, al nome di Pozzi Giuseppe fu Bernardino, domiciliato in Milano, della rendita di lire 500, vincolata pel matrimonio di cui sopra, sia occorso lo stesso errore nella paternità della sposa indicata nella annotazione, la quale

venne qualificata per Corsi-Bolpini Elena fu Tommaso, invece di Corsi-Bolpini *Elena fu Pietro*, come in effetto si chiama.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Firenze, il 17 maggio 1875.

Per il Direttore Generale
CIAMPOLILLO.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(1ª pubblicazione per rettifica d'intestazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per 0[0, cioè n. 293505 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 110565 della soppressa Direzione di Napoli), per lire 30, al nome di Santoro Maria di Silvestro, minore, sotto l'amministrazione di detto suo padre, domiciliata in Napoli, è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Nilo Anna Maria di Ave Gratia Plena, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, il 17 maggio 1875.

Per il Direttore Generale
CIAMPOLILLO.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(1ª pubblicazione per rettifica d'intestazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per 0[0, cioè n. 105665 d'iscrizione sui registri della Direzione generale, per lire 60, al nome di Bruno Giovanni fu Pietro, domiciliato in Ceva (Cuneo), è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dal richiedente all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Bruno Giovanni fu Pietro Paolo, vero proprietario della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, il 17 maggio 1875.

Per il Direttore Generale
CIAMPOLILLO.

AMMINISTRAZIONE DEL LOTTO PUBBLICO

DIREZIONE COMPARTIMENTALE DI NAPOLI

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il dì 23 maggio 1875 alla nomina di ricevitore del lotto al Banco num. 12, nel comune di Napoli, prov. di Napoli, con l'aggio lordo medio annuale di L. 5113 17.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Direzione l'occorrente istanza in carta da bollo, corredata dai documenti comprovanti i requisiti voluti dall'art. 135 del regolamento approvato con Reale decreto 24 giugno 1870, n. 5736, nonchè i titoli accennati nel successivo art. 136, modificato col Real decreto 5 marzo 1874, n. 1843, serie 2ª.

Nell'istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte dal mentovato regolamento sul lotto.

Napoli, addì 28 aprile 1875.

Il Direttore Compartimentale
G. MILLO.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* di Berlino scrive: "Da varie parti si cerca ancora di dare ad intendere al mondo, che la pace sia oggidì seriamente minacciata per parte della Germania. Noi crediamo dover nostro di affermare ancora una volta, che in queste ultime settimane la pace non è mai stata neppure per un istante minacciata „.

Sul viaggio dell'imperatore d'Austria-Ungheria leggiamo nel *Mémorial Diplomatique*: " Un fatto, che importa notare, e che non è l'incidente meno cospicuo del viaggio dell'imperatore d'Austria in Dalmazia, è l'abboccamento di Sua Maestà col principe del Montenegro; abboccamento seguito a Cattaro il 3 di questo mese. Infatti la visita che il principe Nikita fece all'imperatore Francesco Giuseppe non ebbe semplicemente il carattere di quegli usuali omaggi di cortesia o di etichetta, che i principi dei paesi limitrofi sogliono scambievolmente farsi allorquando uno di essi accostasi ai confini dell'altro.

" Il ricevimento, di cui S. Altezza montenegrina fu l'oggetto per parte del sovrano dell'Austria-Ungheria, fu, non solamente cordialissimo, ma ancora, pel cerimoniale che fu seguito in questa occasione, fu per tutti i versi degno di un sovrano. Il principe fu trattato dall'imperatore come il capo di uno Stato indipendente; inoltre gli conferì la croce di Santo Stefano e gli diede il comando onorario di un reggimento „.

Il *Courrier de France* contiene il testo del progetto di deliberazione presentato dal signor Calmon per fissare un termine ai lavori dell'Assemblea.

Nella esposizione dei motivi che precede la proposta è detto che oggimai il còmpito dell'Assemblea è finito poichè l'ordine e l'autorità delle leggi sono ripristinati, le spese di guerra soddisfatte, il credito restaurato, la nuova costituzione repubblicana sancita.

" Eseguendo l'impegno preso di non separarsi senza avere dotata la Francia di una costituzione, l'Assemblea ha pronunziato da se medesima il proprio scioglimento, dice il signor Calmon. È venuto il momento di porre il paese nel godimento delle istituzioni delle quali è stato dotato e delle quali aspetta con impazienza e con fiducia l'applicazione.

" Nulla vieta che verso i primi di agosto l'Assemblea proceda alla nomina dei sessantacinque senatori la cui scelta le è stata riservata e che si fissino le due date alle quali saranno convocati i collegi elettorali per eleggere i senatori dei dipartimenti e delle colonie ed i membri della Camera dei deputati. E le due nuove assemblee potrebbero trovarsi insediate fino dai primi di novembre, epoca alla quale comin-

cia di solito la sessione d'inverno, per modo che i lavori legislativi seguirebbero il loro corso regolare „.

La risoluzione proposta dal signor Calmon si compone dei seguenti due articoli:

Art. 1. L'ordine del giorno dell'Assemblea sarà regolato in modo che, prima della sua prossima proroga, essa abbia votato la legge elettorale del Senato, la legge elettorale della Camera dei deputati, la legge per regolare le relazioni dei poteri pubblici fra loro ed il bilancio del 1876.

Art. 2. Nella settimana che precederà questa proroga l'Assemblea eleggerà i sessantacinque senatori la cui scelta le è stata riservata dalla legge del 25 febbraio scorso, e immediatamente dopo fisserà la data della elezione dei senatori dei dipartimenti e delle colonie, la data della elezione dei membri della Camera dei deputati e quella per la riunione delle nuove Assemblee.

Nella sua seduta di sabato l'Assemblea di Versaglia, dopo tre giorni di discussioni, ha veduto ritirare il progetto di legge sulle casse di risparmio.

Il giorno prima l'Assemblea ne aveva respinto l'art. 2 inteso ad elevare il *maximum* del deposito totale. Poi essa respinse successivamente l'art. 3 che consentiva alle donne maritate ed ai minori di effettuare depositi alle casse senza il preventivo assenso del marito, del padre o del tutore e l'art. 4 relativo ai termini di rimborso che lo Stato potrebbe imporre ai portatori di libretto i quali chiedano di ritirare le somme deposte.

Di tutto il progetto non sussisteva più che l'articolo primo, secondo il quale i depositi potranno venire ricevuti agli uffici di posta o dall'esattore.

Ma siccome un semplice decreto ministeriale può bastare per introdurre questo miglioramento ed il governo si è anche dichiarato non alieno dall'adottarlo, così gli autori ed il relatore del progetto si sono accordati per ritirarlo.

Fu distribuito ai deputati un progetto di legge relativo al riparto delle indennità pei danni risultanti dai provvedimenti di difesa presi dall'autorità militare francese nel 1870 e 1871.

Il *Journal Officiel* del 15 pubblica un decreto che revoca, in seguito alla legge del 18 corrente, il decreto 5 maggio, col quale si convocavano gli elettori del Cher e del Lot per l'elezione di due deputati all'Assemblea.

L'accordo intervenuto tra le due Camere del Parlamento danese sulla legge finanziaria fu ottenuto mediante concessioni scambievoli. Il Folkething rinunzia al credito ch'esso ha introdotto nel bilancio per la fondazione di una compagnia di pescagioni. Il governo, a sua volta, aderisce all'emendamento della seconda Camera col quale si lasciava il disavanzo delle spese per la costruzione del teatro regio a carico di questo stesso stabilimento. Le spese per le scuole secondarie e professionali saranno, conformemente alle richieste del Folkething, coperte col mezzo dei fondi posseduti dall'insegnamento primario, e si fonderanno delle borse a vantaggio degli allievi poveri.

Sulla questione che tenea vieppiù divisi i due partiti (l'aumento di stipendio pei pubblici impiegati) si addivenne ad una transazione. Il governo aveva domandato che questo aumento si applicasse a tutti i gradi, mentre che il Folkething non voleva estenderlo se non agli stipendi al di sotto di 3200 corone. La Commissione mista scelse un mezzo termine: il benefizio della legge non verrà accordato fuorchè agli stipendi che non oltrepassano 4000 corone.

Si dà per probabilissimo che le due Camere approveranno le proposte della loro Commissione mista; e la ricostituzione del ministero seguirà immediatamente la promulgazione della legge.

TELEGRAMMI
(AGENZIA STEFANI)

Costantinopoli, 17. — La Porta gradì la nomina di Conduriottis a ministro di Grecia in Costantinopoli.

Si ha da Scutari che i due condannati a morte per l'affare di Podgoritza furono giustiziati ieri l'altro e che gli altri sei condannati ai lavori forzati furono inviati a Costantinopoli.

Gand, 18. — Ieri presso Gand, alla partenza dei pellegrini, furono scambiati alcuni colpi di bastone. La polizia ristabilì l'ordine. Al ritorno dei pellegrini avvennero zuffe sanguinose a colpi di bastone. Le bandiere e le insegne dei pellegrini furono prese e rotte. Alcuni pellegrini tirarono fuori i coltelli. Gli agenti della polizia furono costretti a sguainare le sciabole per separare i combattenti.

Barcellona, 18. — Le truppe alfonsiste riportarono a Bruck un'importante vittoria. Esse si impadronirono di forti posizioni, lasciando sul terreno 93 morti. Le perdite carliste sono più considerevoli.

Venezia, 18. — Il presidente del Consiglio dei ministri è arrivato per presentare i suoi omaggi ai principi di Germania.

Questa sera i principi e l'onorevole Minghetti si recarono ai bagni al Lido.

Versailles, 18. — *Seduta dell'Assemblea nazionale*. — Approvasi il progetto che modifica il Codice penale militare.

Dufaure legge i progetti relativi alla elezione del Senato ed ai rapporti dei pubblici poteri, domandando che sieno rinviati alla Commissione costituzionale.

Luro, membro del centro sinistro, domanda che sieno rinviati ad una Commissione speciale.

Malgrado l'insistenza di Dufaure, si decide con 320 voti contro 301 di rinviare i progetti ad una Commissione speciale.

I legittimisti ed i bonapartisti votarono colla sinistra.

Batbie, presidente della Commissione costituzionale, dichiara che la Commissione, innanzi a questo voto, dà la sua dimissione ed abbandona l'incarico della legge elettorale.

Laboulaye, in nome della minoranza della Commissione, protesta contro la dimissione collettiva data da Batbie e dichiara di riprendere la legge elettorale.

Batbie vuole replicare, ma il Presidente dichiara che l'incidente è chiuso, facendo osservare che la Commissione costituzionale può restare incaricata della legge elettorale, la quale non ha un carattere costituzionale.

La seduta è sciolta.

Parigi, 18. — L'*Echo* dice che Dufaure aveva dichiarato formalmente a parecchi deputati, prima della votazione, che egli non aveva intenzione di fare una quistione ministeriale del rinvio dei progetti sulla elezione del Senato e sui rapporti dei pubblici poteri alla Commissione costituzionale.

San Sebastiano, 18. — Le trattative intavolate in Orio per la sottomissione di due battaglioni guipuzcoani fallirono, in causa delle grandi pretese dei carlisti. Le ostilità furono riprese.

Münster, 18. — Il *Giornale di Vestfalia* annunzia che il Capitolo dei canonici di Colonia ha l'intenzione di manifestare prossimamente le sue disposizioni amichevoli verso lo Stato.

Bukarest, 18. — Il Metropolitano della Rumenia è morto.

Berlino, 18. — La *Germania* pubblica la risposta dell'Episcopato prussiano all'ultimo rescritto del ministero di Stato. La risposta confuta i rimproveri fatti all'Episcopato nel rescritto; giustifica l'attitudine dell'Episcopato riguardo al dogma dell'infallibilità e conchiude esprimendo la convinzione che il Papa non sarebbe mai contrario a rispondere a tutte le giuste pretese del governo.

Londra, 18. — La *Pall-Mall Gazette* pubblica un dispaccio di Berlino, il quale dice: « Il principe di Bismarck indirizzò qualche tempo fa ai rappresentanti della Germania all'estero una circolare, nella quale criticava l'approvazione della legge dei quadri in Francia, dicendola di natura tale da minacciare la pace d'Europa. Questa circolare, destinata ad essere comunicata verbalmente ai governi, sarebbe l'origine delle recenti voci di guerra ».

Rio Janeiro, 17. — La Banca Mauà, la cui situazione divenne difficile dopo i fatti di Montevideo, non essendo stata soccorsa dalla Banca del Brasile, sospese oggi i suoi pagamenti e domandò un termine, dichiarando che rimborserà i creditori completamente. Questo fatto produsse una grande sensazione.

REALE ISTITUTO LOMBARDO
DI SCIENZE E LETTERE.

Adunanza del 15 aprile 1875.

Presidenza del conte Carlo Belgiojoso, presidente.

Il s. c. prof. Pollacci intrattiene l'Istituto sopra una serie di ricerche da lui fatte sulla ossidazione del solfo, e dalle quali risulta:

1° Che il solfo umido, lasciato all'aria nelle ordinarie condizioni di temperatura, convertesi, ancorchè non associato a verun'altra materia, facilmente in acido solforico;

2° Che questa sua conversione, lentissima a bassa temperatura, è sollecita a + 35° a 50°, la si può dir rapida ad un grado di calore di + 65° a 70°;

3° Che infine l'aggiunta al solfo del carbonato di calcio, nonchè di altri carbonati terrosi, facilita la produzione dell'acido solforico, ma non tanto quanto in altra occasione era parso all'autore.

Messa bene in sodo la proprietà che ha il solfo di facilmente ossidarsi, il Pollacci trova in essa la causa di più fenomeni naturali, e segnatamente della presenza dell'acido solforico libero che in molte località si riscontra. E dopo avere assicurato che l'acido solfidrico non si ossida direttamente, l'autore soggiunge:

« Il Dumas, avendo fatto passare per circa 12 ore una mescolanza d'aria e d'idrogeno solforato per entro un tubo scaldato da + 40° a 50°, e contenente degli stracci umidi di tela di lino, trovò in questi stracci dell'acido solforico, che attribuì all'ossidazione diretta dell'idrogeno solforato, senza riflettere quel chimico illustre ed altamente benemerito che l'acido da lui trovato poteva benissimo provenire, come diffatti proviene, dal solfo prodottosi in conseguenza della decomposizione dell'acido solfidrico. Onde egli dette, com'è noto, una spiegazione, che venne generalmente accettata, e che può essere così formulata:

« L'acido solfidrico mescolato a dell'aria umida, col concorso di » un corpo poroso, e sotto l'influenza d'una temperatura poco » elevata, può convertirsi lentamente in acido solforico ».

Ma il fatto è che la ossidazione comincia dal solfo e non dall'acido solfidrico; e se la teoria del Dumas è vera quanto al risultato finale, non lo è d'altronde per rispetto alle reazioni, da cui il risultato stesso è prodotto. E perciò, volendo dare del fenomeno una spiegazione conforme ai fatti, si dovrà dire:

« Il solfo risultante dalla decomposizione dell'acido solfidrico in » presenza dell'aria umida convertesi in acido solforico, lenta» mente a temperatura bassa, più o meno rapidamente elevando » la temperatura ».

Anche l'acido solforico, da cui è costantemente imbrattato il *fiore di solfo* del commercio deriverebbe (per la massima parte almeno) dalla ossidazione del metalloide solfo, indipendentemente dalla preesistenza di anidride solforosa.

Il s. c. prof. Luigi Cossa legge la prima parte d'una sua memoria *sugli avversari dell'economia politica*, nella quale si fa a confutare l'opinione di coloro che asseriscono mancare la dottrina economica di una soda base scientifica, deducendolo dalla *mutabilità* dei fatti di cui si occupa, dalle *ipotesi* su cui si fonda, dalle *astrazioni* di cui si serve, dai *problemi* che non risolve e dalle *dispute* che non riesce a sedare. Combatte per ultimo le argomentazioni di coloro che sostengono essere affatto *inutile* lo studio dell'economia, e per la poca importanza del suo *oggetto*, e per la semplicità delle sue *premesse*, e pel carattere negativo delle sue *conclusioni*, dimostrando anche che la *pratica* individuale, benchè necessaria a chi deve applicare i *principii* delle scienze ed i *criteri* dell'*arte economica* alle aziende pubbliche e private, non può tuttavia tener luogo dello *studio teorico*, senza di cui la pratica degenera nell'*empirismo*.

Il m. e. prof. Felice Casorati comunica una nota del dott. Carlo Formenti: *Su alcuni problemi di Abel*. È oggetto di questa nota il ricordare alcuno dei numeri delle *Oevres complètes* di Abel, specialmente i numeri 1° e 9° del tomo I ed il n. 21 del II; mettendo le ricerche che si fanno in questi numeri sotto vari aspetti, desumendone in alcuni casi altre ricerche, ed esponendo quale sembri essere stato il movente di Abel a queste ricerche; le quali sono assai lontane dall'avere l'importanza di quelle da lui in particolar modo predilette, come: la soluzione delle equazioni algebriche, la teoria degli integrali e delle funzioni elittiche, od in generale la teoria degli integrali di differenziali algebrici.

Il m. e. prof. Antonio Buccellati invia una *nota critica* sull'opera del prof. Gelmetti: *La lingua parlata di Firenze e la lingua letteraria d'Italia*. Esposto brevemente il contenuto dei due volumi, lodata la spigliatezza dello stile e la facile parola, egli attende a dimostrare che l'opinione del prof. Gelmetti è un passo indietro nella quistione della lingua, con *meschina interpretazione* del concetto manzoniano.

Facendo quindi le parti del prof. Gelmetti, allarga l'orizzonte sull'*intento civilissimo* inteso dal sommo filosofo e poeta anche nella quistione della lingua; sopra i *benefici e fecondi* effetti derivati dalla dottrina di Manzoni intorno al linguaggio *uno e vivente*; e sull'*importanza degli studi teorici e pratici* sostenuti per mezzo secolo da Manzoni a difesa della sua dottrina.

Conchiude che « Manzoni non ha cercata la *frase fiorentina* a Firenze, ma la parola che, *parlata* a Firenze, è pur meglio *compresa* a Milano ed altrove ».

Di questo *fiorentino*, che è ad un tempo *lingua italiana*, ne porge esempio coi *Promessi Sposi*, in cui, come nella novella *La Paolina* di Pietro Fanfani, « non c'è parola che della lingua parlata in Firenze non sia, e non sia insieme *della comune lingua italiana:* intesa per conseguenza dall'un capo all'altro d'Italia ».

Il m. e. prof. Giuseppe Ferrari legge la terza parte della sua memoria: *L'aritmetica nella storia*, in cui tratta del *quindicennio politico*.

A capo di tre lustri, secondo l'autore, si giunge alla metà della generazione politica, e se ne trova l'apogeo; ed un fatto celebre, e d'ordinario drammatico, l'addita ai posteri. Sarà la proclamazione dell'impero francese del 1804, o la prima guerra civile degli Ugonotti nel 1562, o l'apparizione di Giovanna d'Arco nel 1429, o la traslazione del governo a Bisanzio nel 328. Passato questo mo-

mento, il governo decade, e a capo di altri 15 anni gli succede un altro governo.

La longevità dei regnanti osta spesso all'avvenimento del nuovo governo e della nuova generazione. Ma su una serie di 900 re, la cui consecuzione addizionata darebbe più di 17,000 anni, dei 135 principi che oltrepassano i 35 anni di regno, 15 sono balzati dal soglio, 21 amareggiati e moralmente detronizzati, 53 rinnegano e proscrivono i loro stessi amici, per ricominciare la loro vita colla generazione irrompente; altri 11, per lungo tempo minorenni, regnano solo col nome; altri 12 sono patentissime nullità, ben accette presso popoli in ritardo; e finalmente altri 21, di cui non si può contestare la celebrità, regnano solo per reprimere, per esterminare, come Hoang-ti, fondatore dell'unità chinese, o Filippo Augusto di Francia, il confiscatore dei feudi normanni.

Con votazione a scrutinio segreto l'Istituto propone, a grande maggioranza di voti, il m. e. professore Graziadio Isaia Ascoli quale socio da designarsi al signor Ministro per la R. Accademia de' Lincei (sezione di scienze morali, storiche e filologiche).

Il presidente, con parole d'encomio, partecipa che il s. c. professore Luigi Cossa, con lettera dell'8 di questo mese, mette a disposizione dell'Istituto due cartelle del Debito Pubblico, dell'annua rendita complessiva di lire sessanta, affinchè coll'importo delle medesime e dei semestri d'interesse maturandi nel 1876 e nel 1877 sia costituito un premio di lire mille, da assegnarsi, nello stesso anno 1877, all'autore dolla migliore monografia sul seguente tema, da lui proposto:

« Esporre la storia delle dottrine economiche nella Lombardia durante i secoli XVI, XVII e XVIII, additandone l'influenza sulla legislazione, e facendo opportuni raffronti collo svolgimento contemporaneo di quegli studi nelle altre parti d'Italia ».

Il segretario Carcano legge il predisposto programma di concorso per questo premio straordinario, che viene approvato.

Il Segretario: CAMILLO HAJECH.

NOTIZIE DIVERSE

Movimento portuario di Genova. — Il *Corriere Mercantile* del 17 pubblica il prospetto mensile del movimento portuario del compartimento marittimo di Genova nel mese di aprile 1875, prospetto che riassumiamo nel seguente modo:

I bastimenti entrati per operazioni di commercio furono 622 della portata complessiva di 137,512 tonnellate e con 7841 uomini di equipaggio, cioè: nazionali *a vela* 375 ed esteri 36; nazionali *a vapore* 82 ed esteri 79. I bastimenti entrati in genere per rilascio furono 50, della portata di 2773 tonnellate e con 292 uomini di equipaggio.

I bastimenti partiti per operazioni di commercio furono 686 della complessiva portata di 150,291 tonnellate e con 8378 uomini di equipaggio, vale a dire: nazionali *a vela* 434 ed esteri 42; nazionali *a vapore* 81 ed esteri 79. I bastimenti partiti in genere per rilascio furono 50 della portata di 2773 tonnellate e con 292 uomini di equipaggio.

Siccome i bastimenti entrati e partiti nel mese di aprile 1875 furono 1308 della portata di 287,803 tonnellate e con 16,219 uomini di equipaggio, mentre quelli entrati e partiti nel mese di aprile 1874 non furono che 1264 della portata di 276,806 tonnellate e con 16,045 uomini di equipaggio, resulta che nel mese di aprile 1875 in confronto a quello del 1874 vi fu una differenza in più di 44 bastimenti, 10,997 tonnellate e 174 uomini di equipaggio.

Biblioteche educative in Germania. — In Germania, scrive il *Journal Officiel* del 15, le Società d'istruzione popolare si occupano in ispecial modo di fondare delle biblioteche destinate alla educazione del popolo.

Infatti, dal resoconto della Società d'istruzione popolare di Brema apprendiamo che, negli ultimi due anni e mezzo, essa non fondò meno di 86 nuove biblioteche educative, vale a dire: 4 grandi nell'interno della città di Brema; 10 mezzane nelle città, nei borghi e nei villaggi dei dintorni di Brema; e 72 specialmente destinate alle scuole dei villaggi, non meno che alle Società operaie e militari del nord-ovest della Germania. Nel corso del 1874, la Società d'istruzione popolare di Brema, senza contare i regali e le contribuzioni volontarie che ricevette, spese 6000 franchi per fornire di tutto l'occorrente le nuove biblioteche da essa fondate ed aperte al pubblico.

A Dresda poi, il municipio deliberò di recente di fondare tre biblioteche popolari, d'impiegare 3000 *marchi* d'argento (3750 franchi) per le spese di primo impianto, e di assegnare loro un sussidio annuo di 1350 *marchi*.

La temperanza nel cantone Vodese. — Nel *Journal de Genève* del 16 leggiamo che, secondo una statistica di data recentissima, nel cantone Vodese vi sono 1429 fra caffè ed osterie, 100 alberghi, 162 bettole che non vendono vino alle famiglie, ed una infinità di pensioni per la maggior parte delle quali le patenti si prendono al 1° maggio e si annullano alla fine di settembre.

Siccome la popolazione totale del cantone Vodese è di 230,000 anime, fra le quali si contano 72,000 individui di sesso maschile che hanno oltrepassati i sedici anni, è un fatto che v'ha uno spaccio di vino per ogni 50 uomini.

La produzione vinicola del cantone è calcolata, in media, a 21 milioni di boccali, la metà dei quali è consumata nel cantone, e specialmente negli stabilimenti aperti al pubblico. A tale quantità, già abbastanza notevole, bisogna inoltre aggiungere il vino rosso di Francia, la birra ed i liquori.

Se si limita il prezzo del boccale di vino ad un franco, è evidente che nel cantone Vodese il consumo del vino rappresenta annualmente la bella somma di 12 milioni di franchi, ossia un milione di franchi al mese, e che tale somma è di gran lunga maggiore se vi si aggiunge il costo del tabacco e dei sigari, di cui non sanno fare a meno la maggior parte dei bevitori di vino.

La marina da guerra degli Stati Uniti. — Su questo argomento il *Militar Wochenblatt* dell'8 corrente pubblica un interessante articolo, dal quale togliamo le seguenti notizie:

La flotta militare degli Stati Uniti di America si compone attualmente di 163 navi, 26 delle quali sono a vela e 137 a vapore, e che hanno un armamento complessivo di 1254 pezzi. Delle navi a vela solamente 5 sono utilizzabili come trasporti o navi d'osservazione; le rimanenti sono adoperate come magazzini, scuole, lazzaretti, ecc. La flotta a vapore comprende: 2 portatorpedini, 25 rimorchiatori impiegati *quasi esclusivamente negli arsenali*, 37 navi corazzate e 73 non corazzate destinate in origine come navi da crociera e così distinte:

5 di 1ª	classe con	188 pezzi	15,163	tonnellate
31 di 2ª	»	» 510	» 57,528	»
31 di 3ª	»	» 183	» 18,956	»
6 di 4ª	»	» 21	» 3,183	»

Di queste ultime 73 navi solamente 41 si trovano impiegate in vari servizi; altre 17, che costituiscono la riserva del servizio di crociera, sono in riparazione od in costruzione; 5 si trovano nei cantieri fino dall'epoca della guerra e si ritiene non valga la spesa di terminarle; 7 sono dichiarate fuori d'uso, e 3 hanno le macchine in istato da non poter servire.

Le 37 corazzate si ripartiscono, rispetto allo stato in cui si trovano, come segue: 16 sono atte a prestar servizio; 4 *monitors* a due torri sono in riparazione ed un quinto ha bisogno di esservi posto; delle rimanenti 4 si trovano ancora sui cantieri dall'epoca della guerra e non consistono che del puro scafo in legno, le altre

12 appartengono alla classe dei *monitors* a piccola pescagione e si possono ritenere come materiale fuori d'uso.

Queste notizie sono tolte da un rapporto ufficiale; ma, secondo il parere di una Commissione stata incaricata di esaminare le condizioni del naviglio militare, nessuna delle corazzate potrebbe veramente considerarsi come atta alla guerra. Nessuna è capace di filare 10 nodi all'ora in un viaggio non interrotto di 24 ore; la corazzatura è troppo debole per le odierne esigenze, ed in genere si ritiene che le corazzate di così piccole dimensioni hanno fatto il loro tempo. Come prova del pochissimo valore di tutte queste navi si cita il fatto che furono fatte offerte da privati per l'acquisto dell'intera flotta per una somma che sarebbe appena sufficiente alla costruzione di una grossa corazzata. In quanto alla flotta in legno, è opinione che essa si trovi in condizioni migliori, ma che tale vantaggio sia notevolmente paralizzato dalla debolezza dell'armamento e dalla mediocre velocità.

La pesca delle ostriche di Cancale. — Il *Journal Officiel* scrive che, durante le maree dei giorni 17, 19 e 20 aprile, su tre dei banchi della baia di Cancale ebbe luogo la pesca delle ostriche, e che 353 barche pescareccie montate da 1860 uomini di equipaggio pescarono 10,840,000 ostriche, le quali furono vendute per la complessiva somma di 382,000 franchi.

Di quelle ostriche, 9,590,000 furono comperate dagli ostricultori di Cancale, e 1,250,000 da quelli di San D'Aast e della Hogue che le ingrasseranno nei loro parchi, prima di spedirle sul mercato di Parigi.

BORSA DI BERLINO — 18 *maggio*.

	15	18
Austriache	535 —	533 50
Lombarde	237 50	228 —
Mobiliare	426 —	426 —
Rendita italiana	71 90	71 90
Rendita turca	— —	— —

BORSA DI LONDRA — 18 *maggio*.

	15 da	15 a	18 da	18 a
Consolidato inglese	94 3/8	— —	94 3/8	94 1/2
Rendita italiana	71 1/8	— —	72 1/8	— —
Turco	43 3/8	43 5/8	43 5/8	43 3/4
Spagnuolo	21 1/8	— —	21 1/8	21 1/4
Egiziano (1868)	— —	— —	— —	— —
Egiziano (1873)	77 7/8	— —	77 3/4	— —

BORSA DI PARIGI — 18 *maggio*.

	17	18
Rendita francese 3 0/0	64 65	65 10
Id. id. 5 0/0	103 35	103 67
Banca di Francia	— —	— —
Rendita italiana 5 0/0	72 10	73 —
Id. id. 5 0/0	72 25	— —
Ferrovie Lombarde	287 —	288 —
Obbligazioni Tabacchi	— —	— —
Ferrovie Vittorio Emanuele (1863)	211 —	211 50
Ferrovie Romane	— —	70 —
Obbligazioni Lombarde (God. genn. 1875)	255 —	253 —
Obbligazioni Romane	212 —	213 —
Azioni Tabacchi	— —	— —
Cambio sopra Londra, a vista	25 20	25 20 1/2
Cambio sull'Italia	7 5/8	7 3/8
Consolidati inglesi	— —	94 3/8

BORSA DI VIENNA — 18 *maggio*.

	15	18
Mobiliare	235 —	234 25
Lombarde	134 50	128 50
Banca Anglo-Austriaca	132 —	129 75
Austriache	295 —	294 25
Banca Nazionale	964 —	964 —
Napoleoni d'oro	8 91	8 90
Argento	102 75	102 60
Cambio su Parigi	44 15	44 20
Cambio su Londra	111 40	111 40
Rendita austriaca	74 40	74 40
Rendita austriaca in carta	70 05	70 15
Union-Bank	111 —	110 —

BORSA DI FIRENZE — 18 *maggio*.

	17		18	
Rend. it. 5 0/0 (God. 1° lugl. 1875)	75 30	nominale	75 60	nominale
Napoleoni d'oro	21 62	contanti	21 60	contanti
Londra 3 mesi	27 —	»	26 90	»
Francia, a vista	107 90	»	107 65	»
Prestito Nazionale	58 50	nominale	58 50	nominale
Azioni Tabacchi	852 —	»	851 —	»
Azioni Banca Naz. (nuove)	1945 —	»	1955 —	nominale
Ferrovie Meridionali	368 —	»	364 —	fine mese
Obbligazioni Meridionali	223 —	nominale	223 —	nominale
Banca Toscana	1375 —	»	1375 —	»
Credito Mobiliare	744 1/2	fine mese	745 —	»
Banca Italo-Germanica	250 —	nominale	250 —	»
Banca Generale	— —		— —	

Ferma.

MINISTERO DELLA MARINA

Ufficio centrale meteorologico

Firenze, 17 maggio 1875 (ore 15 45).

Cielo coperto o nuvoloso in varie stazioni dell'Italia superiore e centrale, nebbioso sulle isole del golfo di Napoli e a Palascia, sereno altrove. Mare tranquillo e venti leggeri, libeccio quasi forte soltanto a Firenze, leggera depressione barometrica; tempo buono e leggermente turbato.

Firenze, 18 maggio 1875 (ore 15 48).

Cielo qua e là nuvoloso. Barometro sempre debolmente oscillante. Venti leggieri, dominando lo scirocco, e mare tranquillo lungo le coste italiane. Una nuova burrasca esiste al nord della Scozia. Il barometro scende anche nell'alta Austria e in Svizzera. Probabilità di tempo vario al turbato.

OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO

Addì 18 maggio 1875.

	7 antim.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro	763 7	763.7	762 5	763,0
Termomet. esterno (centigrado)	17,0	21,6	23,9	19,0
Umidità relativa	70	46	46	77
Umidità assoluta	10,08	10,14	9 96	12,42
Anemoscopio	N. 0	O. SO. 5	O. SO. 10	S. 2
Stato del cielo	10. bello	10. bello	10. bello	10. bello

OSSERVAZIONI DIVERSE

Dalle 9 pom. del giorno precedente alle 9 pom. del corrente)
Termometro: Massimo = 25,2 C. = 20,1 R. | Minimo = 12,8 C. = 10,2 R.
Bifilare irregolare.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 19 maggio 1875.

VALORI	GODIMENTO	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI		FINE CORRENTE		FINE PROSSIMO		Nominale
				LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	
Rendita Italiana 5 0[0	2° semestre 1875	—	—	75 85	75 72	— —	— —	— —	— —	— —
Detta detta 3 0[0	1° ottobre 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Certificati sul Tesoro 5 0[0	2° trimestre 1875	537 50	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detti Emissione 1860-64	1° aprile 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	77 25
Prestito Romano, Blount	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	76 40
Detto detto Rothschild	1° dicembre 1874	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	77 85
Prestito Nazionale	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto piccoli pezzi	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto stallonato	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0[0	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Azioni Regia Cointeressata de' Tabacchi	—	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette 6 0[0	1° gennaio 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Rendita Austriaca	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Municipio di Roma	1° luglio 1874	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	410 —
Banca Nazionale Italiana	—	1000 —	750 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Romana	1° gennaio 1875	1000 —	1000 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	1525
Banca Nazionale Toscana	—	1000 —	700 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Generale	—	500 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	492 —
Società Generale di Credito Mob. Ital.	—	500 —	400 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Cartelle Fond. Credito Banco S. Spirito	1° aprile 1875	500 —	—	400 —	399 —	— —	— —	— —	— —	— —
Compagnia Fondiaria Italiana	1° gennaio 1875	250 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Romane	1° ottobre 1885	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Meridionali	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Buoni Meridionali 6 per 100 (oro)	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obblig. Alta Italia Ferr. Pontebba	1° gennaio 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	537 50	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Anglo-Rom. per l'illum. a Gas	1° semestre 1875	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Gas di Civitavecchia	1° gennaio 1874	500 —	500 —	525 —	520 —	— —	— —	— —	— —	— —
Pio Ostiense	—	430 —	430 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Industriale e Commerciale	1° luglio 1874	250 —	175 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Italo-Germanica	—	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi	90	106 60	106 40	— —
Marsiglia	90	— —	— —	— —
Lione	90	— —	— —	— —
Londra	90	26 90	26 85	— —
Augusta	90	— —	— —	— —
Vienna	90	— —	— —	— —
Trieste	90	— —	— —	— —
Oro, pezzi da 20 franchi	— —	21 55	21 50	— —
Sconto di Banca	— —	— —	— —	— —

Osservazioni

Prezzi fatti:

5 0[0 — 2° sem. 1875: 75 72 1[2 cont.; 1° sem. 1875: 77 95 cont.; 78 10, 07 1[2, 05 fine.

Cart. Cred Fond. Banco S. Spirito 399.

Gas di Civitavecchia 520.

Il Deputato di Borsa: Galletti | Il Sindaco: A. Pieri.

N. 40.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

DIREZIONE GENERALE DEI PONTI E STRADE

Avviso d'Asta.

Alle ore 10 antimeridiane di martedì 8 giugno prossimo, in una delle sale di questo Ministero, dinanzi il direttore generale dei ponti e strade, e presso la Regia prefettura di Sassari, avanti il prefetto, si addiverrà simultaneamente col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, allo incanto pello

Appalto delle opere e provviste occorrenti alla novennale manutenzione del tronco della strada nazionale da Sassari a Terranova per Tempio, compreso fra le Anime del Purgatorio presso Sassari e l'abitato di Perfugas in provincia di Sassari, della lunghezza di metri 52,794, *escluse le traverse di Osilo, Nulvi, Martis e Laerru, per la presunta annua somma, soggetta a ribasso di asta, di L.* 22,000.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno, negli indicati giorno ed ora, presentare, in uno dei suddesignati uffizi, le loro **offerte, escluse quelle per persona da dichiararsi,** estese su carta bollata (da una lira), debitamente sottoscritte e suggellate. L'impresa sarà quindi deliberata a quello che dalle due aste risulterà il migliore offerente, e ciò a pluralità di offerte, purchè sia stato superato o raggiunto il limite minimo di ribasso stabilito dalla scheda ministeriale.

L'impresa resta vincolata alla osservanza dei capitolati d'appalto generale e speciale in data 30 luglio p. p., ammessi dal Consiglio di Stato in sua adunanza delli 6 novembre ultimo scorso, visibili assieme alle altre carte del progetto nei suddetti uffizi di Roma e Sassari.

La manutenzione decorre dal 1° aprile pross. pass. e durerà un novennio.

Gli aspiranti per essere ammessi all'asta dovranno nell'atto della medesima:

1° Presentare i certificati d'idoneità e moralità prescritti dall'art. 2 del capitolato generale;

2° Esibire la ricevuta di una delle Casse di Tesoreria provinciale, dalla quale risulti del fatto deposito interinale di lire 6000.

La cauzione definitiva è stabilita nella somma di lire 750 di rendita in cartelle del Debito Pubblico dello Stato al portatore.

Il deliberatario dovrà stipulare il relativo contratto nel termine di giorni dieci successivi all'aggiudicazione.

Il termine utile per presentare, in uno dei suddesignati uffizi, offerte di ribasso sul prezzo deliberato, non inferiori al ventesimo, resta stabilito a giorni quindici successivi alla data dell'avviso di seguito deliberamento, il quale sarà pubblicato in Roma e Sassari.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico dell'appaltatore.

Roma, 15 maggio 1875.

Per detto Ministero

2317 A. VERARDI Caposezione.

INTENDENZA DI FINANZA IN ROMA

Avviso d'Asta.

Si rende noto che l'asta di cui nell'avviso in data di Roma 23 aprile prossimo passato, prima d'ora pubblicato, per la provvista di una macchina a vapore locomobile ad espansione della forza di dieci cavalli e di una pompa centrifuga per la elevazione delle acque del mare ad uso dello stabilimento salifico di Corneto Tarquinia, viene portata al giorno 5 del prossimo mese di giugno a ore 2 pomeridiane, mantenendosi le modalità e condizioni di cui nel precedente avviso le quali a maggior norma qui sotto si ripetono:

L'incanto sarà tenuto negli uffici di questa Intendenza e presieduto dal signor intendente, seguendosi il metodo della estinzione della candela vergine ed in base al complessivo prezzo di lire quindicimila e cento (15,100).

Gli accorrenti all'incanto dovranno per esservi ammessi depositare a garanzia delle loro offerte la somma di L. 200 e comprovare con documenti autentici la loro idoneità al lavoro. Ciascuna offerta in diminuzione del prezzo suddesignato non potrà essere inferiore a L. 50

Il capitolato d'oneri che regola il presente appalto è ostensibile presso le Intendenze di Finanza in Roma, Napoli, Milano, Torino, Bologna, Venezia, Bari, Bergamo, Piacenza, Novara e Treviso.

Il termine utile per la insinuazione delle offerte non minori del ventesimo sul prezzo che risulterà dall'incanto è fissato nei giorni 15 successivi a quello suddetto e andrà a scadere alle ore 2 p. m. del giorno 20 dello stesso mese di giugno.

Roma, li 15 maggio 1875.

2374 *Il Primo Segretario:* MONTECCHINI.

MINISTERO DELLE FINANZE — DIREZIONE GENERALE DELLE GABELLE

INTENDENZA DI FINANZA IN BOLOGNA

AVVISO D'APPALTO.

In esecuzione dell'art. 3 del R. decreto del 7 gennaio 1875, n. 2336 (Serie 2ª) devesi procedere all'appalto della rivendita n. 21 nel comune di Bologna, via Ugo Bassi ed Oleari, nel circondario di Bologna, nella provincia di Bologna, e del presunto reddito annuo lordo di L. 7000.

A tale effetto nel giorno 31 del mese di maggio anno 1875, alle ore una pomeridiana sarà tenuto nell'ufficio d'Intendenza in Bologna l'asta ad offerte segrete.

La rivendita suddetta deve levare i generi dal magazzino di vendita in Bologna.

Gli obblighi ed i diritti del deliberatario sono indicati da apposito capitolato ostensibile presso il Ministero delle Finanze (Direzione Generale delle Gabelle), presso l'Intendenza di Finanza e presso l'ufficio di vendita dei generi di privativa.

L'appalto sarà tenuto colle norme e formalità stabilite dal regolamento sulla Contabilità generale dello Stato.

Coloro che intendessero aspirare al conferimento di detto esercizio dovranno presentare nel giorno e nell'ora suindicata, in piego suggellato, la loro offerta in iscritto all'uffizio d'Intendenza in Bologna.

Le offerte per essere valide dovranno:

1. Essere stese sopra carta da bollo da una lira;
2. Esprimere in tutte lettere l'annuo canone offerto;
3. Essere garantite mediante deposito di L. 700, corrispondente al decimo del presuntivo reddito suesposto. Il deposito potrà effettuarsi in numerario, in vaglia o buoni del Tesoro, ovvero in rendita consolidata italiana calcolata al prezzo di Borsa della capitale del Regno;
4. Essere corredate di un documento legale comprovante la capacità di obbligarsi.

Le offerte mancanti di tali requisiti o contenenti restrizioni o deviazioni dalle condizioni stabilite o riferentisi ad offerte di altri aspiranti, si riterranno come non avvenute.

L'aggiudicazione avrà luogo sotto l'osservanza delle condizioni e riserve stabilite nel ripetuto capitolato a favore di quell'aspirante che avrà offerto il canone maggiore, semprechè sia superiore od almeno eguale a quello portato dalla scheda dell'Amministrazione.

Seguita l'aggiudicazione saranno immediatamente restituiti i depositi agli altri aspiranti. Quello del deliberatario sarà trattenuto fino al momento della stipulazione del contratto e della prestazione della cauzione stabilita dall'articolo 4 del capitolato d'oneri.

Sarà ammessa entro il termine perentorio di giorni 15 l'offerta d'aumento non inferiore al ventesimo del prezzo di aggiudicazione.

Saranno a carico del deliberatario tutte le spese per la pubblicazione degli avvisi d'appalto, quella per la inserzione dei medesimi nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, o nel giornale della provincia (quando ne sia il caso), le spese per la stipulazione del contratto, le tasse governative e quelle di registro e bollo.

Bologna, li 12 maggio 1875.

2345 L'INTENDENTE.

GENIO MILITARE

DIREZIONE PROVVISORIA PER LE FORTIFICAZIONI DI SPEZIA

N. 43 d'ord.

Avviso di deliberamento d'appalto.

A termini dell'art. 98 del regolamento approvato con R. decreto 4 settembre 1870, n. 5852, si notifica al pubblico che l'appalto di cui nell'avviso d'asta del 24 aprile 1875 per

Costruzione di una batteria a monte Falconara sopra la punta della Galera, nella costa orientale del Golfo di Spezia, per italiane lire 850,000,

è stato in incanto d'oggi deliberato mediante il ribasso di L. 4 05 per cento.

Il pubblico è perciò diffidato che il termine utile, ossia li fatali per presentare le offerte di ribasso non inferiore al ventesimo dell'ammontare netto risultante in L. 815,575, scadono alle ore 3 pomeridiane del giorno 31 maggio 1875, spirato qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Chiunque in conseguenza intenda fare la suindicata diminuzione del vigesimo almeno, deve all'atto della presentazione della relativa offerta accompagnarla col deposito, certificato di moralità e coll'attestato d'idoneità prescritti dal succitato avviso d'asta.

L'offerta deve essere presentata all'ufficio della Direzione dalle ore 9 alle 11 a. m. e dalle 2 alle 4 p. m. di tutti i giorni esclusi i festivi.

Dato in Spezia, addì 15 maggio 1875.

Per la Direzione

2381 *Il Segretario:* G. L. BRUZZONE.

Situazione della Banca Nazionale Toscana

al 30 del mese di Aprile 1875.

Capitale sociale, utile alla tripla circolazione (R. decreto 23 settembre 1874, n° 2237) L. 21,000,000.

ATTIVO.

Cassa e riserva				L. 18,162,929 24
Portafoglio	Cambiali e boni del Tesoro pagabili in carta a scadenza non maggiore di 3 mesi	L. 28,560,143 95	L. 35,898,588 67	» 35,898,588 67
	id. id. maggiore di 3 mesi	» 7,338,444 72		
	Cedole di rendita e cartelle estratte	» »		
	Boni del Tesoro acquistati direttamente	» »		
	Cambiali in moneta metallica	» »	» »	
	Titoli sorteggiati pagabili in moneta metallica	» »		
Anticipazioni				» 2,753,958 00
Titoli	Fondi pubblici e titoli di proprietà della Banca		L. 10,650,630 32	» 13,351,801 75
	Id. id. per conto della massa di rispetto		» 1,369,532 25	
	Id. id. pel fondo pensioni o cassa di previdenza		» 325,677 50	
	Effetti ricevuti all'incasso		» 1,005,961 68	
Crediti				» 17,323,274 16
Sofferenze				» 99,433 84
Depositi				» 25,315,528 50
Partite varie				» 8,680,785 52
	Totale			L. 121,582,299 68
Spese del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso				» 372,133 61
	Totale generale			L. 121,954,433 29

PASSIVO.

Capitale	L. 30,000,000 »
Massa di rispetto	» 1,517,260 71
Circolazione biglietti di Banca	» 56,532,004 50
Conti correnti ed altri debiti a vista	» 185,328 77
Conti correnti ed altri debiti a scadenza	» 1,249,632 53
Depositanti oggetti e titoli per custodia, garanzia ed altro	» 25,315,528 50
Partite varie	» 5,833,324 99
Totale	L. 120,633,080 »
Rendite del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso	» 1,321,353 29
Totale generale	L. 121,954,433 29

Distinta della Cassa e Riserva.

Oro ed argento	L. 3,878,517 00
Bronzo	» 334,688 23
Biglietti consorziali	» 10,370,263 00
Biglietti d'altri Istituti d'emissione	» 3,579,461 01
Totale	L. 18,162,929 24

Saggio dello sconto e dell'interesse durante il mese, per cento e ad anno.

Sulle cambiali ed altri effetti di commercio	L. 5 00
Sulle cambiali pagabili in metallo	» »
Per le anticipazioni su titoli e valori	» 6 00
Per le anticipazioni su sete	» 6 00
Sui conti correnti passivi	» 4 00

Biglietti in circolazione.

Da restare in circolazione: Valore	Numero	Somma	Da levarsi di corso: Valore	Numero	Somma
50	68 038	3,401,900 00	0 50	2,002,377	1,001,188 50
100	72,977	7,297,700 00	1	1,452,763	1,452,763 00
200	40,966	8,193,200 00	2	902,019	1,804,038 00
500	35,206	17,603 000 00	5	284,797	1,423,985 00
1000	9,687	9,687,000 00	10	193,209	1,932,090 00
			20	136,757	2,735,140 00
	Totale	L. 46,182,800 00		Totale	L. 10,349,204 50

Il rapporto fra il capitale L. 21,000,000 00 e la circolazione L. 56,532,005 00 è di uno a 2 7/10

Il rapporto fra la riserva L. 14,583,468 00 { la circolazione L. 56,532,005 00, e gli altri debiti a vista L. 185,329 00 } è di uno a 3 4/5

Prezzo corrente delle azioni	L. 1,400 00
Dividendo distribuito in ragione d'anno e per ogni 100 lire di capitale versato	» 11 00

V.° *Il Direttore Generale*
L. G. DE CAMBRAY DIGNY.

2383

Il Capo Contabile
A. CARRARESI.

Avviso per aumento di sesto.

Il cancelliere del tribunale civile e correzionale di Roma fa noto che nell'udienza degli undici corrente mese innanzi la quinta sezione di questo tribunale ha avuto luogo la vendita all'incanto dei fondi espropriati ad istanza dei marchesi Francesco e Brancaleone Negroni in danno di Luigi Gatta ed altri, aggiudicandosi con sentenza della stessa data al signor Giacinto Nardocci fu Giovanni, domiciliato in Roma, a via Coronari, num. 61, per lo prezzo complessivo di lire diecimilacentocinquantasette e centesimi cinquantotto, cioè:

1° Lotto.

I. Terreno pascolivo, con diversi alberi di frutta, posto in tenimento di Rocca di Papa, della superficie di ettari 2, are 7, metri quadrati 88, segnato al censo di Frascati nella mappa numero 948, confinante con i beni di Giuseppe Locatelli, la via di Palazzolo, la strada vecchia di Roma, e la proprietà di Leonora ed altre di Lelio fu Giuseppe.

II. Terreno seminativo, vignato, posto come sopra, della estensione di ettari 1, are 86, e metri quadrati 4, distinto in mappa collo stesso num. 948, confinante colla via vecchia di Roma, i beni di Gaspare Botti, Salvatore Pizzicanella, ed il suddetto terreno; aggiudicati pel prezzo di lire 2975 68.

2° Lotto.

III. Terreno vignato, pascolivo, posto come sopra, in vocabolo Triconi, della estensione di are 25, distinto in mappa coi numeri 951 e 1665, confinante coi beni di Luigi Basili, Salvatore Pizzicanella, il suddetto fondo, la via vecchia di Roma ed i fratelli Gatta.

IV. Terreno seminativo, vignato, in detto vocabolo, della superficie di ettari 1, are 63, e metri quadrati 40, confinante con le proprietà Pizzicanella, il suddetto fondo ed i beni Gatta; aggiudicati pel prezzo di lire 2908 32.

4° Lotto.

V. Altro terreno vignato in vocabolo Triconi o paletto delle Monache, segnato in mappa col numero 1788, della estensione di ettari 1, are 80, e metri quadrati 90, confinante con i beni di Pietro Lelio, Luigi Basili, Gaspare Botti, via vecchia di Roma e beni Aringa, De Santis e Bertini.

VI. In fine altro terreno vignato pascolivo in detto territorio, segnato in mappa col num. 1739, della estensione di ettari 1, are 69 e metri quadrati 20, confinante con i beni di Vincenzo Lucidi, Tommaso Casciotti, via vecchia di Roma, via vicinale, i beni Croce e di Angelo Dimitt, aggiudicati pel prezzo di lire 1802 29.

Si fa noto inoltre che il termine utile per l'aumento di sesto scade il giorno 26 andante mese.

Roma, li 13 maggio 1875.

2378 Il cancelliere ERCOLE.

ESTRATTO DI DECRETO.

(3ª *pubblicazione*)

Il tribunale civile e correzionale di di Pallanza con decreto 22 aprile 1875 emanato sul ricorso sportogli dal signor Cesare Folcioni fu Aureliano, residente in Invorio Inferiore, nel dichiarare essere stabilita e concorrere in esso Folcioni la qualità di erede universale della fu di lui moglie Regina Biraghi fu Carlo, ha autorizzata la Direzione Generale del Debito Pubblico del Regno d'Italia ad operare il tramutamento di quattro cedole nominative della rendita: la prima di lire 35 col n. 17278 in nero e 133878 in rosso; di lire 40 la seconda col num. 17279 in nero e 133879 in rosso; di lire 165 la terza col num. 17280 in nero e 133880 in rosso, e di lire 5 la quarta col num. 17281 in nero e 133881 in rosso, datate da Milano 22 ottobre 1862 ed intestate alla fu Regina Biraghi fu Carlo, in altrettante di eguale somma al portatore, cioè: una di lire 100 di rendita, due di lire 50 caduna, quattro da lire 10 caduna ed una da lire 5, da rimettersi tali titoli al ricorrente Cesare Folcioni od a chi per esso persona legittima. 1882

(3ª *pubblicazione*)

SOCIETÀ ANONIMA
DELLE STRADE FERRATE ROMANE

Convocazione d'adunanza generale.

Nella seduta del dì 15 corrente il Consiglio d'amministrazione, uniformandosi al disposto dell'art. 20 dello statuto e alle decisioni dell'Assemblea generale tenutasi il 10 corrente, ha deliberato che gli azionisti della Società sieno convocati in *generale adunanza* pel dì 25 giugno p. v., a *mezzogiorno*, presso la sede sociale in Firenze, ed ha fissato il seguente

Programma.

— Lettura del rapporto dei sindaci per la revisione del bilancio della Società, chiuso al 31 decembre 1874;

— Lettura del rapporto del Consiglio d'amministrazione;

— Approvazione del bilancio sociale chiuso al 31 decembre 1874;

— Deliberazione definitiva, ai termini dell'art. 29 dello statuto, intorno alle due proposte, l'una relativa allo stabilimento di una prescrizione triennale per le azioni comuni, trentennarie e privilegiate da riscattarsi, l'altra relativa alla linea Tuoro-Chiusi, già prese in considerazione nell'assemblea generale del 10 maggio corrente;

— Discussione e deliberazione intorno alle due proposte presentate dagli azionisti Koenigswarter, Delahante e Haussmann, che dall'Assemblea generale del 10 maggio corrente furono, a forma dell'art. 37 dello statuto, rinviate per la discussione ad altra adunanza;

Nomina dei consiglieri in surroga di quelli che cessano dall'ufficio il 31 decembre 1875, in quanto possa occorrere, cioè i signori:

Mangani comm. dottor Tommaso,
D'Amico comm. Eduardo,
Sacerdoti cav. Giacomo,
Maurogordato cav. Giorgio,
Blavet cav. Paolo,
Chernovitz dottor Pietro;

— Nomina di tre sindaci e due supplenti ad essi per la revisione del bilancio sociale dell'anno 1875.

Con altro avviso sarà recato a notizia dei signori interessati il regolamento per la suddetta adunanza.

Firenze, li 16 maggio 1875.

Il Direttore Generale
G. DE MARTINO.

2351

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DELLE GABELLE

AVVISO D'ASTA.

Non avendo S. E. il signor Ministro delle Finanze, ai termini dell'art. 122 del regolamento di Contabilità generale dello Stato, trovato di rendere eseguibile l'atto di deliberamento del secondo lotto seguito all'asta che si è tenuta presso questa Direzione generale nel giorno 10 corrente per l'appalto del trasporto sali;

Si notifica che ad un'ora pomeridiana del giorno 2 del prossimo mese di giugno, sotto il vincolo delle condizioni stabilite cogli avvisi del 15 e 30 p. p. marzo, sarà tenuto presso questo Ministero (Direzione Generale delle Gabelle) un nuovo e definitivo esperimento d'asta a partiti sigillati per l'appalto del detto secondo lotto sulla base del prezzo di lire 386,297 32, a cui, giusta il precedente avviso d'asta in data 23 aprile scorso, rimaneva ridotto il prezzo del lotto stesso dopo l'offerta di ribasso non minore del ventesimo stata fatta in tempo utile, e che l'aggiudicazione avrà luogo a favore di chi offrirà il maggior ribasso.

Il deposito per concorrere all'asta è quello stato fissato nell'avviso 15 marzo suddetto, e potrà farsi in qualunque Tesoreria dello Stato, avvertendo che ove sia effettuato in titoli di rendita del Debito Pubblico, questi dovranno essere calcolati al valore di Borsa in corso nel giorno del deposito stesso.

Firenze, addì 14 maggio 1875.

Per il Direttore Generale delle Gabelle
CALVI.

2352

P. N. 22946.

S. P. Q. R.

Notificazione di vigesima.

Nell'esperimento celebratosi ieri per l'appalto dei lavori di rinnovazione del selciato nei vicoli del Cedro, del Mattonato, vicolo e piazza della Scala, con costruzione di una chiavica normale e fogne secondarie per l'incondottamento delle acque de'tetti dei laterali fabbricati e riduzione dei vani terreni, si ottenne il ribasso di centesimi 55 per ogni cento lire di lavoro sulla somma prevista di L. 13,760 61. Ora si deduce a pubblica notizia che il tempo utile a presentare mediante schede le migliori di ribasso non inferiori al ventesimo del prezzo della provvisoria aggiudicazione, scade al mezzodì del giorno 25 stante; ferme restando tutte le condizioni espresse nella notificazione d'asta dei 6 corrente, n. 41514/74.

Dal Campidoglio, li 16 maggio 1875.

Il Segretario Generale: GIUSEPPE FALCIONI.

2389

(2ª *pubblicazione*).

SOCIETÀ ITALIANA
PER LA FABBRICAZIONE DI POLVERI PIRICHE
IN MILANO

Gli azionisti di questa Società sono convocati in assemblea generale ordinaria per il giorno 6 giugno p. v., a mezzodì, presso la sede della Società stessa, via Monte Napoleone, 11, per deliberare sopra i seguenti oggetti:

1° Relazione del Consiglio d'Amministrazione sulla gestione generale 1874;
2° Relazione dei revisori dei conti sul bilancio 1874;
3° Approvazione del bilancio;
4° Nomina di quattro membri del Consiglio d'Amministrazione, a termine dell'art. 10 dello statuto sociale;
5° Nomina dei revisori dei conti per l'anno 1875;
6° Comunicazioni diverse.

2338 **Il Consiglio d'Amministrazione.**

NB. I signori azionisti sono invitati a depositare preventivamente le azioni alla sede della Società entro il 31 corrente mese.

MUNICIPIO D'ISCHIA

AVVISO D'ASTA.

Il sindaco del comune d'Ischia avvisa il pubblico che la subasta a ribasso per i lavori di sistemazione ed altro bisognevole alla bocca del Porto d'Ischia che doveva aver luogo quest'oggi, è rimasta deserta e quindi si procederà a novelli incanti nel giorno di martedì primo entrante giugno alle ore 10 antimeridiane per i termini abbreviati in questa Casa comunale, restando ferme tutte le condizioni fissate per lo appalto di detti lavori per lo importo di lire 75,000

Il termine utile per produrre il ventesimo di ribasso è di giorni 5, cioè a tutte le ore dodici merid. del mattino di domenica sei detto mese.

Il capitolato di onere trovasi depositato nella segreteria di questo comune ove può prendersene conoscenza.

Tutte le spese sono a carico dell'ultimo aggiudicatario, come è spiegato nel precedente avviso d'asta pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno d'Italia* del dì 8 corrente, n. 107 e nei giornali di Napoli del 5 e 9 detto nn. 123 e 127.

Ischia, li 16 maggio 1875.

Il Sindaco: LUIGI dott. MAZZELLA.
G. ANTONIO ROMOLO *segretario.*

2377

Ventitreesima *estrazione del Prestito della provincia di Salerno eseguita nel giorno* 1° *aprile* 1875.

1.	872	40.	2209	79	4752	118.	2665
2.	1959	41.	3184	80.	830	119.	904
3.	3611	42.	5692	81.	5393	120.	5282
4.	4065	43.	4310	82.	1908	121.	6673
5.	3724	44.	1601	83.	1156	122.	4984
6.	7776	45.	5568	84.	5146	123.	3847
7.	4487	46.	6413	85.	4759	124.	2993
8.	7488	47.	1093	86.	7201	125.	667
9.	2891	48.	101	87.	7880	126.	1879
10.	3602	49.	2247	88.	1407	127.	3023
11.	3618	50.	7414	89.	7490	128.	1406
12.	4081	51.	2503	90.	1232	129.	888
13.	1624	52.	1301	91.	6025	130.	3510
14.	1894	53.	4530	92.	3818	131.	538
15.	2464	54.	6891	93.	6062	132.	2861
16.	1829	55.	3229	94.	5498	133.	1614
17.	6677	56.	1088	95.	3797	134.	908
18.	2603	57.	787	96.	1530	135	3531
19.	7563	58.	2334	97.	757	136.	6135
20.	3759	59.	1844	98.	1308	137.	6675
21.	1909	60.	1843	99.	7901	138.	907
22.	623	61.	6053	100.	4394	139.	6972
23.	3796	62.	7971	101.	6674	140.	6037
24.	7875	63.	3185	102.	3717	141.	4395
25.	130	64.	4361	103.	4084	142.	7562
26.	6471	65.	4174	104.	5497	143.	1141
27.	4086	66.	3921	105.	3347	144.	5814
28.	1368	67.	6812	106.	7879	145.	6129
29.	5694	68.	6222	107.	187	146.	494
30.	6787	69.	7970	108.	6945	147.	6400
31.	3133	70.	6024	109.	4124	148.	1140
32.	7778	71.	5407	110.	715	149.	5429
33.	3719	72.	6023	111.	3165	150	4924
34.	4085	73.	4110	112.	844	151.	4922
35.	7575	74.	1401	113.	6946	152.	1405
36.	1528	75.	5267	114.	6737	153.	3228
37.	4809	76.	924	115.	873	154.	6255
38.	909	77.	2663	116.	874	155.	607
39.	3534	78.	145	117.	3076		

Per copia conforme

2335 **Il Segretario.**

AVVISO.

Con istrumento stipulato dal sottoscritto notare il giorno 13, ed esibito alla cancelleria del tribunale di commercio il 18 corrente maggio, i signori Enrico De Angelis, Pietro Capitolo e Giuseppe Nicola, si sono costituiti in società per anni dieci, a partire dal 1° gennaro corrente anno, allo scopo di esercitare lo stabilimento tipografico di loro proprietà, posto nella Casa di pena a Termini.

La Società, con sede in Roma nello stabilimento stesso, porterà il titolo: *Stabilimento Tipografico delle Terme Diocleziane*, e sarà esercitato sotto la Ditta, o ragion sociale, E. De Angelis e C.i, con capitale sociale (aumentabile) di lire 10,000.

La firma sarà tenuta dal socio Enrico De Angelis.

Si pubblica tale estratto a tenore dell'art. 161 e seguenti Codice di commercio.

Roma, dallo studio, li 19 maggio 1875.

2387 D. ENRICO CAPO notaro.

AVVISO.

Con decreto di questa pretura in data 14 maggio 1875 venne surrogato al defunto avv. Gio. Battista Guarani, in curatore della eredità giacente del fu Giuseppe Cairoli, il signor avv. Francesco Antonicoli, dimorante in Roma vicolo del Cancello, num. 20.

Dalla cancelleria della pretura del terzo mandamento di Roma.

Addì 15 maggio 1875.

2376 Il cancelliere A. BONGI.

ERRATA-CORRIGE.

Nel Supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* del 13 maggio corrente, pag. 1872, colonna 2ª, nella *Istanza per nomina di perito*, avviso num. 2244, 5ª linea, leggi: *James Aynet* invece di *James agente.*

21ª linea, leggi: *numero civico* 13 *e* invece di *numero civile e.*

25ª linea, leggi: *tavole censuarie* 17 63, invece di *tavole censuarie* 1763.

SERVIZIO DEI TITOLI.

SOCIETÀ ITALIANA PER LE STRADE FERRATE MERIDIONALI

VIII^a Estrazione delle **Obbligazioni** eseguitasi in seduta pubblica il 15 maggio 1875.

Le Obbligazioni estratte saranno rimborsate a cominciare dal 1° ottobre 1875 e mediante la consegna dei Titoli muniti di tutte le Cedole semestrali non scadute.

Dal 1° ottobre 1875 in poi cessano di essere fruttifere.

Numeri estratti:

SERIE A — Titoli da 1

Numeri delle obbligazioni dal N.	al N.
4251	4255
5341	5345
6056	6060
7381	7385
7421	7425
8976	8980
11386	11390
12891	12895
15871	15875
17811	17815
22096	22100
28921	28925
30061	30065
34356	34360
34996	35000
35066	35070
39051	39055
40701	40705
55936	55940
58361	58365
59921	59925
60016	60020
61041	61045
61821	61825
66261	66265
66591	66595
68456	68460
70336	70340
70351	70355
71621	71625
73591	73595
76936	76940
77051	77055
78156	78160
78796	78800
96686	96690
99776	99780
100216	100220
100521	100525
103801	103805
103866	103870
104496	104500
105571	105575
106941	106945
111106	111110
112821	112825
113696	113700
114866	114870
115836	115840
116936	116940
121021	121025
121441	121445
121466	121470
121586	121590
122506	122510
128621	128625
129676	129680
130016	130020
137186	137190
141581	141585
147056	147060
147581	147585
148096	148100

SERIE A — Titoli da 5

Numeri delle cartelle	Numeri delle obbligazioni dal N.	al N.
626	153126	153130
2389	161941	161945
2688	163436	163440
3094	165466	165470
3532	167656	167660
4309	171541	171545
4429	172141	172145
4909	174541	174545
5028	175136	175140
5157	175781	175785
5197	175981	175985
5683	178411	178415
5845	179221	179225
6036	180176	180180
6938	184686	184690
7040	185196	185200
7127	185631	185635
7377	186881	186885
7407	187031	187035
8578	192886	192890
9267	196331	196335
10169	200841	200845
10292	201456	201460
10380	201896	201900
10978	204886	204890
11597	207981	207985
12726	213626	213630
12750	213746	213750
13608	218036	218040
13692	218456	218460
14460	222296	222300
14691	223451	223455
14902	224506	224510
15859	229291	229295
16149	230741	230745
17513	237561	237565
17551	237751	237755
17723	238611	238615
18619	243091	243095
18647	243231	243235
18881	244401	244405
19632	248156	248160

SERIE B — Titoli da 5

Numeri delle cartelle	Numeri delle obbligazioni dal N.	al N.
851	4251	4255
1069	5341	5345
1212	6056	6060
1477	7381	7385
1485	7421	7425
1796	8976	8980
2278	11386	11390
2579	12891	12895
3175	15871	15875
3563	17811	17815
4420	22096	22100
5785	28921	28925
6013	30061	30065
6872	34356	34360
7000	34996	35000
7014	35066	35070
7811	39051	39055
8141	40701	40705
11188	55936	55940
11673	58361	58365
11985	59921	59925
12004	60016	60020
12209	61041	61045
12365	61821	61825
13253	66261	66265
13319	66591	66595
13692	68456	68460
14068	70336	70340
14071	70351	70355
14325	71621	71625
14719	73591	73595
15388	76936	76940
15411	77051	77055
15632	78156	78160
15760	78796	78800
19338	96686	96690
19956	99776	99780

SERIE B — Titoli da 1

Numeri delle obbligazioni dal N.	al N.
100216	100220
100521	100525
103801	103805
103866	103870
104496	104500
105571	105575
106941	106945
111106	111110
112821	112825
113696	113700
114866	114870
115836	115840
116936	116940
121021	121025
121441	121445
121466	121470
121586	121590
122506	122510
128621	128625
129676	129680
130016	130020
137186	137190
141581	141585
147056	147060
147581	147585
148096	148100
153126	153130
161941	161945
163436	163440
165466	165470
167656	167660
171541	171545
172141	172145
174541	174545
175136	175140
175781	175785
175981	175985
178411	178415
179221	179225
180176	180180
184686	184690
185196	185200
185631	185635
186881	186885
187031	187035
192886	192890
196331	196335
200841	200845
201456	201460
201896	201900
204886	204890
207981	207985
213626	213630
213746	213750
218036	218040
218456	218460
222296	222300
223451	223455
224506	224510
229291	229295
230741	230745
237561	237565
237751	237755
238611	238615
243091	243095
243231	243235
244401	244405
248156	248160
251201	251205

SERIE C — Titoli da 5

Numeri delle cartelle	Numeri delle obbligazioni dal N.	al N.
851	4251	4255
1069	5341	5345
1212	6056	6060
1477	7381	7385
1485	7421	7425
1796	8976	8980
2278	11386	11390
2579	12891	12895
3175	15871	15875
3563	17811	17815
4420	22096	22100
5785	28921	28925
6013	30061	30065
6872	34356	34360
7000	34996	35000
7014	35066	35070
7811	39051	39055
8141	40701	40705
11188	55936	55940
11673	58361	58365
11985	59921	59925
12004	60016	60020
12209	61041	61045
12365	61821	61825
13253	66261	66265
13319	66591	66595
13692	68456	68460
14068	70336	70340
14071	70351	70355
14325	71621	71625
14719	73591	73595
15388	76936	76940
15411	77051	77055
15632	78156	78160
15760	78796	78800
19338	96686	96690
19956	99776	99780
20044	100216	100220
20105	100521	100525
20761	103801	103805
20774	103866	103870
20900	104496	104500
21115	105571	105575
21389	106941	106945
22222	111106	111110
22565	112821	112825
22740	113696	113700
22974	114866	114870
23168	115836	115840
23388	116936	116940
24205	121021	121025
24289	121441	121445
24294	121466	121470
24318	121586	121590
24502	122506	122510
25725	128621	128625
25936	129676	129680
26004	130016	130020
27438	137186	137190
28317	141581	141585
29412	147056	147060
29517	147581	147585
29620	148096	148100
30626	153126	153130
32389	161941	161945
32688	163436	163440
33094	165466	165470
33532	167656	167660
34309	171541	171545
34429	172141	172145
34909	174541	174545
35028	175136	175140
35157	175781	175785
35197	175981	175985
35683	178411	178415
35845	179221	179225
36036	180176	180180
36938	184686	184690
37040	185196	185200
37127	185631	185635
37377	186881	186885
37407	187031	187035
38578	192886	192890
39267	196331	196335
40169	200841	200845
40292	201456	201460
40380	201896	201900
40978	204886	204890
41597	207981	207985
42726	213626	213630
42750	213746	213750
43608	218036	218040
43692	218456	218460

SERIE C — Titoli da 1

Numeri delle obbligazioni dal N.	al N.
222296	222300
223451	223455
224506	224510
229291	229295
230741	230745
237561	237565
237751	237755
238611	238615
243091	243095
243231	243235
244401	244405
248156	248160

Firenze, li 15 maggio 1875.

La Direzione Generale.

NB. Presso l'Amministrazione centrale della Società e presso i Banchieri corrispondenti si trova l'elenco delle Obbligazioni estratte precedentemente e non ancora rimborsate.

2382